

CULTURE

ET RECHERCHE

Ministère de la Culture et de la Communication. Conseil de la recherche. Supplément de la Lettre d'information paraissant cinq fois par an.

C A L E N D R I E R

RENCONTRES

14 AOÛT 1988

La sculpture rupestre en France de la préhistoire aux temps modernes, à Brantôme (Dordogne). Ce colloque, organisé par la Société historique et archéologique du Périgord et les amis de Brantôme, sera présidé par André Chastel et Henri de Lumley. **Renseignements** : Paul Dubuisson, 24310 Brantôme.

28 AOÛT/2 SEPTEMBRE 1988

Congrès mondial d'art rupestre, à Darwin (Australie) organisé par l'Australia rock art research association (AURA) avec le Museum d'art et science du territoire du Nord d'Australie. Il comprendra 17 sections dont 2 relatives à la conservation de ce patrimoine et aux « méthodes de relevés et à l'informatisation des données ». **Renseignements** : Michel Lorblanchet, Gaillac, 46160 Cajarc. Tél. : 65.31.23.33.

18/24 SEPTEMBRE 1988

Indexing languages training seminar, à Cambridge (Grande-Bretagne). Organisé par la Museum documentation association (MDA) dans le cadre de l'International conference on terminology for museum documentation. **Renseignements** : MDA, building 0, 347 Cherry Hinton Road, Cambridge CB1 4DH, United Kingdom.

21/24 SEPTEMBRE 1988

International conference on terminology for museum documentation, à Cambridge (Grande-Bretagne). Organisée par la Museum documentation association (MDA). **Renseignements** : MDA, Building 0, 347 Cherry Hinton road, Cambridge CB1 4DH, United Kingdom.

23/27 SEPTEMBRE 1988

Master art. Deuxième salon international de la conservation et de la restauration des œuvres d'art, à Paris. Espace Champéret, Porte Champéret. **Renseignements** : Organisation Arena, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. : 45.23.03.75 ; 45.23.12.72 ; 45.23.37.96.

29 SEPTEMBRE/2 OCTOBRE 1988

Archéotechnic, à l'Acropole de Nice. Premier salon international des techniques archéologiques, forum des entreprises et des techniques archéologiques sous le haut patronage de l'UNESCO. **Renseignements** : Space and time archeologos, 43 bis, rue Damrémont, 75018 Paris. Tél. : 42.51.56.88.

7/8 OCTOBRE 1988

Deuxième biennale internationale d'organologie. Les instruments à anche. Quatre séminaires sont organisés au cours de cette biennale ; celui du 7 octobre au matin est consacré à « facture, les perspectives nouvelles, technologie et recherche au service de la facture ». **Renseignements** : R. Causse, IRCAM, 31, rue St-Merri, 75004 Paris. Tél. : 42.77.12.33.

18/21 OCTOBRE 1988

Informatique et création musicale, à Grenoble. Semaine organisée par l'Association pour la création et la recherche sur les outils d'expression (ACROE). Un séminaire sera consacré au geste et à la composition musicale par ordinateur avec la participation de 15 compositeurs français. Cette semaine s'achèvera par une visite du nouveau studio de l'ACROE. **Renseignements** : Claude Cadoz ou Annie Luciani, ACRCE, 46, av. Félix Viallet, 38000 Grenoble. Tél. : 76.57.46.48.

25/28 OCTOBRE 1988

PHIRAMA 88 salon des hautes technologies à Marseille. Créé en 1958, PHIRAMA présente aux ingénieurs et techniciens du Sud-Est méditerranéen les derniers produits et procédés indispensables aux laboratoires de recherche et développement pour maîtriser l'avenir. **Renseignements** : SAFIM-PHIRAMA, Parc Chanot, 13008 Marseille. Tél. : 91.76.16.00.

4/5 NOVEMBRE 1988

La culture d'entreprise. Colloque organisé par l'Association professionnelle des sociologues, à Paris. Il s'articulera autour de 3 thèmes : la culture d'entreprise comme condition du développement technologique et financier des entreprises, les sciences sociales et la culture d'entreprise : de la réflexion à l'intervention, cultures d'entreprises et enjeux européens. **Renseignements** : A.P.S., 52, rue Jacob, 75006 Paris. Tél. : 42.61.19.52.

8/18 NOVEMBRE 1988

Quatrième festival international du film scientifique organisé par la Ville de Palaiseau avec la collaboration de l'Université Paris XI Orsay, l'École polytechnique, le C.E.N. Saclay, le Palais de la découverte, la MJC de Palaiseau. **Renseignements** : Mairie de Palaiseau, Rachel Jaegle, BP 6, 91125 Palaiseau cedex. Tél. : 60.10.80.70.

8/9 DÉCEMBRE 1988

SATEL 88. Communiquer par l'image, à Brest. Quatrième salon des télécommunications orienté vers les services d'images, les méthodes et les techniques de transmission, le traitement des images, les périphériques d'images, organisé par les élèves ingénieurs de Sup Télécom Bretagne. Deux journées scientifiques consacrées à « l'intelligence des images » auront lieu en parallèle à ce salon. **Renseignements** : SATEL 88, B.P. 832, 29285 Brest cedex. Tél. : 98.00.29.88.

FORMATION

Musique, composition électro-acoustique et informatique

Dates : 18/22 juillet 1988.

Organisateurs : Association Collectif et Cie. **Lieu** : Annecy, dans les locaux de l'association.

Programme : 2 parcours sont possibles : 1) musique concrète : prise de son, analyse, traitements, montage, mixage. 2) musique de synthèse : additive (FM, sur DX 7 Yamaha), sur « SYNTHÉ 16 » et « SYNTHÉ X », prototypes élaborés par la cellule de recherche de Collectif et Cie. Travaux sur la norme MIDI, sur APPLE II, Macintosh ou Atari. Notions de programmation en basic.

Renseignements : Association Collectif et Cie, Philippe Moenne-Lorcoz ou Bernard Donzel-Gargand, « le Périphérique », 4^e ét., ZI de Vovray, 11, av. des Vieux-Moulins, 74000 Annecy. Tél. : 50.45.09.76.

Les discours scientifiques et techniques : approches linguistiques, logiques et informatiques

Dates : 21/30 septembre 1988.

Lieu : Baume-les-Aix (Bouches-du-Rhône).

Organisateur : 6^e cours de l'école d'été des sciences de l'information, école mise en place par la Direction des bibliothèques, des musées et de l'information scientifique et technique (DBMIST) du ministère de la Recherche.

Public visé : Enseignants, ingénieurs, journalistes spécialisés, éditeurs, professionnels des centres de documentation, des bibliothèques, des centres de culture scientifique et technique et étudiants préparant un travail de recherche dans ce domaine.

Renseignements : M. le directeur de l'école d'été des sciences de l'information, DBMIST, 3, bd Pasteur, 75015 Paris.

Formation à la lecture de l'image médiévale.

Dates : 26/30 septembre 1988.

Lieu : Institut de recherche et d'histoire des textes, 3 B, av. de la Recherche scientifique, 45071 Orléans cedex 2.

Organisateur : CNRS, administration de la 8^e circonscription.

Responsable : François Garnier.

Objectifs : Formation théorique et pratique à la lecture de l'image médiévale et à l'utilisation documentaire des représentations.

Public concerné : Chercheurs, enseignants ou conservateurs utilisant l'image médiévale comme source documentaire, ayant des connaissances dans une ou plusieurs disciplines : lettres, histoire, histoire de l'art, histoire du droit...

Renseignements : CNRS, Administration de la 8^e circonscription, bureau de la formation permanente, 3 E av. de la Recherche scientifique, 45071 Orléans cedex 2. Tél. : 38.63.23.45.

Acoustique des instruments de musique.

Organisateur : Groupe spécialisé d'acoustique musicale de la société française d'acoustique.

Objectifs : Permettre aux facteurs d'accéder à certaines connaissances de l'acoustique des instruments de musique sans faire appel à des développements mathématiques mais en proposant de nombreuses démonstrations ou manipulations aux participants.

Dates : 18/20 novembre 1988 : Instruments à vent, à Paris, à l'IRCAM.

3 thèmes majeurs seront abordés : la théo-

rie des tuyaux sonores, la mesure d'impédance d'entrée, la spectrographie. L'objectif de ces journées est d'apprendre aux participants à se servir de certains outils de mesure ou de calcul, comme un pont d'impédance ou le programme Résonance.

2/4 décembre 1988 : instruments à cordes, à Paris, à l'École nationale supérieure des télécommunications (ENST) et au Laboratoire d'acoustique de l'Université Paris V. **Exposé des connaissances théoriques de base sur le fonctionnement des instruments à corde ; présentation des dispositifs expérimentaux et des programmes informatiques disponibles dans les laboratoires de recherche spécialisés en acoustique musicale ; conférences et débats sur les domaines de l'acoustique intimement liés à l'acoustique musicale (perception des sons, traitement numérique du signal, acoustique des lieux d'écoute).**

Renseignements : IRCAM, R. Causse, 31, rue St-Merri, 75004 Paris. Tél. : 42.77.12.33.

Initiation à la pratique du microscope pétrographique en céramologie

Dates : 3/7 octobre 1988.

Organisateurs : Institut géologique Albert de Lapparent (I.G.A.L.).

Lieu : I.G.A.L., à Paris.

Programme : Ce stage, destiné à des chercheurs ou étudiants avancés, aura pour but de donner aux participants une formation de base en microscopie appliquée à l'archéologie pour la reconnaissance des principaux minéraux et de la technologie céramique. L'enseignement théorique et pratique, appuyé sur la projection de docu-

ments photographiques, sera accompagné de séances quotidiennes de travaux pratiques sur microscopes pétrographiques. Date limite d'inscription : 16 septembre 1988.

Renseignements : I.G.A.L., J. Gautier, 21, rue d'Assas, 75270 Paris cedex 06. Tél. : 42.22.54.86.

ENSAD

L'Atelier d'image et d'informatique (A.I.I.) de l'École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD) propose chaque année des modules de formation qui intègrent réflexion théorique et manipulations pratiques. Différents niveaux structurent ces formations :

— des stages généraux couvrant l'ensemble des nouvelles techniques permettant de dégager les concepts essentiels et d'évaluer les outils,

— des stages de spécialisation par technique (vidéo, 3D, vidéodisque, vidéotex...) par matériel (Graph 9, X Paint, Cubicomp, Macintosh...) ou par secteur d'activité (textile, communication d'entreprise, illustration, graphisme, audiovisuel...).

Bénéficiant de son expérience pédagogique auprès des étudiants de l'ENSAD, complétée par l'apport de professionnels extérieurs, l'A.I.I. rassemble une équipe pluridisciplinaire et d'importants moyens en matériel pour les mettre à la disposition des professionnels, des entreprises et des créateurs individuels.

Renseignements : ENSAD, Atelier d'image et d'informatique, Valérie Fontugne, 31, rue d'Ulm, 75005 Paris. Tél. : 43.26.36.35.

C O M P T E S R E N D U S

■ CONSEIL DU PATRIMOINE ETHNOLOGIQUE

À la veille de son renouvellement, le Conseil du patrimoine ethnologique a entrepris, lors de sa séance du 17 décembre 1987, d'évaluer son action depuis 1980, année de sa création et de la Mission du patrimoine ethnologique. Cette évaluation s'est appuyée sur une série de rapports commandée par le Conseil afin de dresser le bilan des appels d'offres thématiques lancés entre 1981 et 1987 et de la situation de la recherche ethnologique en France.

Huit rapports relatifs aux appels d'offres ont été présentés : Ethnologies dans la ville et travail du présent, par Gérard Althabe, Savoirs naturalistes populaires par Claudine Fabre-Vassas, Pratiques rituelles dans la France contemporaine par Daniel Fabre, Ethnomusicologie et patrimoine par Bernard Lortat-Jacob, France société pluriethnique par Marc Piault, Famille et parenté par Martine Segalen, Culture technique par François Sigaut et Appartenance régionale et identité culturelles par Jean-Yves Vieillard. L'analyse régionale a porté sur 3 régions considérées comme représentatives : Provence-Alpes-Côte d'Azur (rapport de Christian Bromberger), Rhône-Alpes (par Jean Metralet et Yvon Hamon), Poitou-Charentes par Michel Valière qui a également présenté une synthèse pour l'ensemble de la France. L'objectif était de voir comment et dans quelles mesures l'action de la Mission du patrimoine ethnologique et du Conseil a répondu aux besoins exprimés par le ministère de la Culture et de la Communication et ses partenaires institutionnels (Universités, CNRS), lors de leur création : développer la recherche en ethnologie de la France qui souffrait de sous-développement et

par là-même, redynamiser l'ethnologie en renouvelant sa problématique, ses méthodes et ses terrains ; doter le ministère de la Culture et de la Communication des moyens nécessaires pour asseoir et développer sa politique culturelle patrimoniale. Il apparaît que le paysage de l'ethnologie de la France s'est profondément modifié sous l'action du Conseil et de la Mission à la fois en terme de recherche fondamentale et dans ses relations avec le secteur culturel. Ainsi, assiste-t-on à l'émergence de nouveaux champs de recherche et à l'ouverture de nouveaux terrains (la ville, l'entreprise...) extrêmement novateurs dans une discipline qui restait encore jusqu'à des années récentes à dominante rurale. Ceci a pour double conséquence un déplacement des orientations de recherche vers le Présent et de nouvelles perspectives, car les phénomènes sont étudiés non plus en tant que tel mais comme produits de la pratique des sujets.

L'ensemble des résultats a été jugé satisfaisant et de qualité mais très hétérogène du fait même de la diversité des chercheurs qui ont soumissionné. En effet, il s'agissait majoritairement de jeunes chercheurs non institutionnels ou appartenant à d'autres disciplines — il ne pouvait en être autrement dans cette période exploratoire et de transition. Cependant, le Conseil, dans les années qui viennent, devra faire preuve d'une plus grande fermeté dans l'orientation des chercheurs afin de les engager plus fermement dans une problématique patrimoniale. Il s'est également fixé comme tâche prioritaire la formation (des chercheurs et des acteurs professionnels), la valorisation et la diffusion des résultats de la recherche. Par ailleurs, il a évoqué la possibilité de mieux prendre en compte les besoins précis de la

recherche en région, avec des thèmes d'intérêt national. Parallèlement à l'appel d'offres, la Mission et le Conseil du patrimoine ethnologique ont mis en place des groupements — formule assez souple, qui sur une durée de 2 à 3 ans, permet de faire travailler sur un programme défini des partenaires très différents. Par ailleurs, six postes d'ethnologues ont été créés dans les Directions régionales des affaires culturelles, auxquels il convient d'ajouter quatre postes d'ethnologues cofinancés par l'État et les régions concernées. Leur existence apparaît comme fondamentale pour susciter, animer, coordonner les initiatives, les recherches et les opérations de valorisation en région, pour

traduire en terme de politique culturelle les acquis de la recherche. La création d'emplois d'ethnologues, un par région, est une des priorités pour les années à venir.

Le Conseil a conclu sa séance en soulignant l'impérieuse nécessité de créer des postes et de financer des équipes de recherche. Il s'est également fixé comme objectif dans les années à venir une meilleure insertion au sein du ministère lui-même et dans le dispositif national de recherche.

Renseignements : Mission du patrimoine ethnologique, 65, rue de Richelieu, 75002 Paris. Tél. : 40.15.80.00.

P O L I T I Q U E D E L A R E C H E R C H E

■ BOURSE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

La Division de la formation des Français à l'étranger du ministère des Affaires étrangères propose des bourses pour l'étranger au titre de l'année universitaire 1988-1989 aux étudiants et jeunes chercheurs. A l'exception des stages linguistiques, les bourses de spécialisation ou de recherche sont réservées aux étudiants et aux jeunes chercheurs préparant une thèse ou en possession de celle-ci au moment du départ, quelle que soit leur discipline. Les dossiers étant demandés directement par les candidats, il est vivement souhaitable que le département ou l'école marque avec plus d'évidence son implication dans le projet.

Renseignements : Ministère des Affaires étrangères, bureau de la formation des Français à l'étranger, 34, rue de la Pérouse, 75016 Paris. Tél. : 45.02.14.23, postes 4331, 5198, 5195.

■ UNE REVUE DES THÈSES

L'Institut européen de valorisation de la recherche (IVAR), association regroupant des universitaires et des étudiants, vient de lancer une revue intitulée « la tribune des mémoires et des thèses ». Cette revue trimestrielle — vendue 150 F le n° — présente les travaux des chercheurs et les accompagne d'un curriculum vitae succinct ainsi que d'une note sur les aspirations professionnelles des auteurs. Cette présentation se limite actuellement à une sélection des thèses, établie en collaboration avec les jurys de thèses. Ce document devrait devenir exhaustif dans les domaines des sciences exactes et des sciences humaines, dès janvier 1989, grâce à une périodicité mensuelle. A cette date, il sera édité en français et en anglais.

Renseignements : La Tribune des mémoires et des thèses, 58, rue La Fayette, 75009 Paris. Tél. : 42.46.36.37.

■ LE CNRS EN RÉGION

Le CNRS a décidé d'installer une antenne administrative commune aux régions Bretagne et Pays-de-Loire. L'administration déléguée démarrera ses activités au cours du dernier trimestre 1988. Objectifs envisagés : favoriser les transferts de technologie, une meilleure gestion des laboratoires du CNRS... Une vingtaine de personnes y travailleront.

Renseignements : Daniel Grandjean, délégué scientifique régional, Université-Rennes 1, UFR structure et propriété de la matière, 163, av. du Gal Leclerc, 35042 Rennes cedex. Tél. : 99.28.62.46 ou 99.28.62.47.

■ AIDES À L'ÉDITION

Le Centre national des arts plastiques (CNAP), dans son n° 44 de juin 1988, dresse le bilan de son action en faveur de l'édition d'ouvrages d'art contemporain. En effet, depuis 1982, le CNAP a jugé qu'une de ses priorités consistait à dynamiser le secteur de l'édition sur l'art contemporain en offrant aux structures éditoriales une aide concrète qui leur permette de produire un certain nombre de publications impossibles à éditer sans le soutien de l'État. Le Fonds d'incitation à la création (FIACRE) a été chargé de gérer

cette ligne d'intervention spécifique d'aide à l'édition d'ouvrages sur l'art contemporain. Il apparaît aujourd'hui que l'aide du ministère de la Culture et de la Communication est conséquente et fort précieuse. En effet, la moitié des publications sur l'art contemporain — et bien davantage si l'on considère les subventions attribuées aux centres d'art, aux fonds régionaux d'art contemporain (FRAC) et à toutes les structures culturelles qui s'engagent occasionnellement dans l'édition — requiert encore l'aide du CNAP.

Les budgets d'aide à l'édition ont plus que doublé en six ans puisqu'ils étaient de 814 000 F en 1982 et d'1,9 MF en 1988. Les subventions sont attribuées par le président du CNAP après avis de la commission nationale du FIACRE nommée pour deux ans, qui se réunit lors de deux « commissions éditions » au printemps et à l'automne. Ces subventions n'excèdent jamais 100 000 F ou 80 % du coût total des dépenses, les avances 40 % du coût total maximum. Ces aides ne sont jamais rétroactives.

Renseignements : FIACRE, Nathalie Dufour, 27, av. de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : 42.61.51.16, poste 395.

■ VADE-MECUM DE LA RECHERCHE COMMUNAUTAIRE.

La Commission des communautés européennes publie périodiquement un vade-mecum de la recherche communautaire qui a pour but d'informer sur les contenus des programmes scientifiques communautaires ainsi que sur les possibilités et les modalités de participation. En effet, ces dernières années, la promotion communautaire de la recherche a témoigné d'un dynamisme considérable. L'Acte unique européen, signé en février 1986, confère à la Communauté européenne une mission très vaste dans le domaine de la promotion de la recherche et du développement technologique. Les principales priorités sont le renforcement de la compétitivité de l'industrie européenne, l'amélioration de la qualité de la vie et la création d'une Europe des chercheurs. Le vade-mecum s'adresse donc, en premier lieu, à tous ceux qui n'ont pas encore l'expérience de la promotion communautaire de la recherche et par conséquent, en particulier aux chercheurs et scientifiques des deux nouveaux Etats membres de la Communauté, l'Espagne et le Portugal. Il cherche également à toucher d'innombrables PME pour lesquelles la promotion communautaire de la recherche pourrait ouvrir de nouveaux horizons en matière de coopération scientifique internationale. En 117 pages, le vade-mecum traite quatre points : la conception de la politique de la Communauté européenne en matière de recherche et de technologie ; la préparation et la mise en œuvre des programmes de R et D ; l'octroi d'aides communautaires à la recherche ; les programmes de recherche et de développement de la Communauté européenne. Quelques textes législatifs extraits du journal officiel des communautés européennes complètent ces développements.

Renseignements : Office des publications officielles des Communautés européennes, L. 2985 Luxembourg.

LE LABORATOIRE DE L'INSTITUT FRANÇAIS DE RESTAURATION DES ŒUVRES D'ART

Dès sa création, le laboratoire de l'Institut français de restauration des œuvres d'art (IFROA) s'est attaché à mieux définir la problématique de l'analyse par une étroite collaboration entre restaurateurs et physico-chimistes.

Création et rôle

Créé en 1978, l'IFROA est placé sous la tutelle du Centre nationale des arts plastiques du ministère de la Culture et de la Communication depuis 1983. Il a pour mission essentielle de former des restaurateurs de haut niveau dans les départements suivants : peinture de chevalet et murale, sculpture, arts graphiques, arts textiles, objets d'art.

La mise en place définitive du laboratoire est intervenue en 1983. Le rôle de ce laboratoire est double : rôle pédagogique, d'une part — en collaboration avec les enseignants de l'Institut — par les cours théoriques qu'il dispense et les travaux pratiques qu'il propose, afin d'apporter aux étudiants les notions de base sur les propriétés physico-chimiques des produits et des matériaux employés en restauration ; rôle d'analyste d'autre part, puisqu'il doit apporter une réponse aux problèmes rencontrés sur chacune des œuvres étudiées. Ainsi réalise-t-il en étroite collaboration avec les responsables d'une œuvre donnée et d'un étudiant les prélèvements nécessaires à une meilleure connaissance de celle-ci, tant historique que technologique. Seul ou en association avec d'autres laboratoires, il assure les analyses scientifiques préliminaires et indispensables à la restauration.

L'équipement

Le laboratoire est équipé pour l'examen non destructif de l'œuvre de systèmes classiques d'observation en lumière visible, UV ou IR, de radiographie X et de réflectographie IR. Les observations de microprélèvements sont réalisés grâce à un microscope photonique équipé d'un système d'observation en lumière réfléchie, en lumière transmise et en fluorescence ultra-violette. Des analyses qualitatives et quantitatives peuvent également être effectuées sur place grâce à un appareillage plus sophistiqué. Avec la spectrophotométrie d'absorption atomique, le dosage quantitatif de nombreux éléments présents dans les verres, les pierres, les sels d'altération et les eaux de désalinisation est possible. Les minéraux, les pigments des peintures de chevalet et des sculptures polychromes, les céramiques révèlent leur nature cristalline et peuvent être facilement identifiés grâce à l'acquisition récente d'un diffractomètre à rayons X.

On mentionnera encore un équipement très complet en chromatographie (sur couches minces, en phase gazeuse et liquide à haute pression) dont le domaine d'élection est la reconnaissance des produits organiques (liants des peintures, colorants des tapisseries...). Le laboratoire possède de nombreux appareils d'essai dont un appareil de vieillissement accéléré Xénotest 250, destiné à tester l'efficacité d'un certain nombre de produits utilisés en restauration (colorants, pigments, consolidants...). Enfin, le laboratoire fait exécuter des analyses physico-chimiques : microfluorescence X, microscopie électronique à balayage ou à transmission, microsonde électronique de Castaing, spectrométrie IR, par des laboratoires extérieurs.

Réalisation et projets

Si plusieurs études ont été effectuées depuis 1983, il faut souligner notamment le travail mené par le laboratoire en collaboration avec le musée byzantin d'Athènes : une recherche sur des icônes de ce musée a été entreprise et a permis, à travers l'examen de près de 90 prélèvements, de mieux connaître les matériaux constitutifs de ces œuvres. Ces études ont, pour la plupart d'entre elles, donné lieu à des publications. Plusieurs projets de restauration de monuments en pierre (Abbaye de Fontevraud, Hôtel de Marisy à Troyes, Fonts baptismaux de Port-sur-Saône), ont conduit le laboratoire à étudier les produits consolidants de la pierre et à apprécier leur pouvoir de pénétration.

Ces études seront poursuivies au cours de l'année 1988 et en 1989 par des travaux sur les origines et les processus d'altération du tuffeau de Touraine ; une recherche sur la consolidation des plâtres sera également menée.

Par ailleurs, le laboratoire participe régulièrement à des colloques : il a ainsi présenté une communication au congrès de l'Institut international de conservation consacré aux « études de cas de conservation : pierre et peinture murale », à Bologne, en septembre 1986. Il doit également faire un exposé sur les consolidants à base de silicium, à l'occasion de la tenue du sixième congrès international sur l'altération et la conservation de la pierre, à Torun, en septembre 1988.

JACQUES PHILIPPON
Responsable du laboratoire, ingénieur géologue

PATRICK AUSSET
Chimiste
Institut français de restauration des œuvres d'art
1, rue Berbier du Mets, 75013 Paris
Tél. : 43.36.67.60.

L'OBSERVATOIRE DE L'ÉCONOMIE DU LIVRE

Des consultations professionnelles, en octobre 1986, ont mis en évidence les déficiences de l'appareil statistique national dans le domaine du livre. Cela a conduit le ministère de la Culture et de la Communication à mettre en place, en collaboration avec les spécialistes, un Observatoire de l'économie du livre.

La structure

Créé le 14 janvier 1987, l'Observatoire de l'économie du livre dont la Direction du livre et de la lecture assure, jusqu'à ce jour, le secrétariat ainsi qu'un appui logistique et financier, demeure une structure légère qui n'abrite pas d'équipe de recherche permanente, son fonctionnement reposant sur la collaboration des partenaires associés. Il est formé d'une assemblée plénière de quarante membres, regroupant des représentants des professions du livre (édition, diffusion, distribution, points de vente...), des experts de l'économie du livre et des représentants des administrations concernées. Cette assemblée se réunit deux fois par an et décide de l'orientation des travaux au sein de différents groupes de travail. Ces groupes de travail, composés chacun d'une quinzaine de membres, selon le même principe de représentativité professionnelle, constituent la cheville ouvrière de l'Observatoire ; chaque groupe se réunit une fois par mois.

Les axes d'études et de recherche

Les groupes de travail se sont répartis quatre thèmes :

— **Canaux de vente du livre** : l'objectif de ce groupe est d'accéder à une meilleure connaissance du marché global du livre (ménages et collectivités), de suivre ses évolutions en aval, sa répartition par canaux de vente et par grandes catégories d'ouvrages, de mettre au point de nouveaux outils d'analyse et enfin, d'affiner les outils existants. Ce groupe travaille en étroite collaboration avec le Syndicat national de l'édition et a également établi un contact fructueux avec le groupe d'étude de la distribution (G.E.D.), groupe informel d'étude et de réflexion réunissant les principaux distributeurs. 4 grands dossiers sont actuellement à l'étude : l'estimation du marché global et sa répartition entre ménages et collectivités ; la répartition des ventes par canaux (enquête annuelle depuis 1983) ; une enquête annuelle au stade de gros par canaux et catégories d'ouvrages ; une enquête mensuelle de conjoncture au stade de gros.

— **Situation de la librairie** : ce deuxième groupe doit recenser, confronter et améliorer les outils existants d'analyse de la situation de la librairie, considérée dans sa plus large acception : point de vente de livres. Deux principaux axes de travail ont été définis : l'estimation du marché de détail, par l'exploitation des déclarations de T.V.A. à 7 % — en collaboration avec l'INSEE et la Direction générale des impôts — et le lancement d'un panel

représentatif des 28 000 points de vente du livre. Ce groupe constitue également un lieu d'information des professionnels sur les différentes études extérieures en cours.

— **Études comparatives** : le groupe 3 aborde les problèmes de l'économie du livre à travers une double approche comparative : intersectorielle, par comparaison avec d'autres industries culturelles (exemple, la distribution du disque en France) et internationale (des synthèses ont été présentées sur la distribution du livre en R.F.A. et au Royaume-Uni). A terme, l'organisation de journées et séminaires de réflexion autorisant un approfondissement des sujets étudiés se substituera au groupe de travail permanent.

— **Pratiques culturelles et modes de consommation** : il s'agit cette fois d'obtenir des données fiables sur les comportements de lecture et leur évolution et de situer le livre et la lecture par rapport aux autres médias, en particulier l'audiovisuel. Ce groupe a cessé son activité en tant que tel dans le courant de l'année 87, pour devenir le comité scientifique de l'Observatoire France-Loisirs de la lecture.

Premier bilan

Au terme d'une première année de fonctionnement, le bilan que l'on peut dresser est encourageant à plus d'un titre. L'Observatoire a bénéficié d'une mobilisation permanente de la part des professionnels. Ce vif intérêt s'est notamment traduit par l'accueil régulier de nouveaux membres. Il a permis, par ailleurs, des avancées significatives dans le sens d'une plus grande transparence du marché, avancées rendues possibles par la levée progressive de blocages ou d'habitudes anciennes de prudence, voire de secret, en matière d'information économique, et qui profitent à l'ensemble de la profession.

Les perspectives

En 1988, l'Observatoire publiera et valorisera ses premiers résultats et élargira son champ d'études aux questions régionales et européennes. Il participera également au pilotage d'un certain nombre d'études lancées en 1988 par le ministère de la Culture et de la Communication. Enfin, il est envisagé de renforcer son efficacité en lui confiant des missions nouvelles et en étudiant les modalités autorisant une participation accrue des professionnels. La publication, dans quelques mois, des premiers résultats (enquête de conjoncture au stade de gros, évolution des canaux de vente, exploitation de la source fiscale) devrait renforcer encore cette dynamique. La quatrième réunion plénière de l'Observatoire, qui se tiendra le 1^{er} juillet, permettra de faire le point sur ces diverses activités.

HERVE RENARD
Secrétaire général de l'Observatoire de l'économie du livre
27, avenue de l'Opéra, 75001 Paris
Tél. : 42.61.56.16, poste 341.

■ CULTURE SCIENTIFIQUE ET ÉDITION

Jonas éditeur vient de naître. Implantée à Argueil (Seine-Maritime), cette maison d'édition va s'employer à développer un programme éditorial centré sur les sciences et techniques. Son désir est de rendre les concepts de base accessibles à tous les publics ; de privilégier l'éclairage historique et philosophique de l'évolution des sciences et techniques ; de mettre sur le même plan le résultat scientifique pur et sa répercussion sur le monde ; de ne négliger aucun domaine de l'activité humaine et d'examiner ses rapports, si subtils soient-ils avec les sciences et les techniques. D'ores et déjà, trois collections existent : la « Collection Trans » qui s'intéresse aux phénomènes de transmission des connaissances scientifiques et techniques (diffusion, vulgarisation, enseignement) ; la « Collection in vivo/in vitro » qui traite des rapports entre la vie de l'homme et l'évolution de son environnement par l'impact des sciences et techniques ; la « Collection Art et littérature » qui porte sur les écrits de la science, le rôle de la science dans la littérature... Par ailleurs, Jonas éditeur vient de lancer la revue « Jonas », revue pluridisciplinaire de réflexion sur les sciences et les techniques : elle se veut un point de convergence de la recherche, de l'enseignement, de la diffusion et de l'activité culturelle. Par son contenu pluridisciplinaire et son langage — ce n'est pas une revue de recherche mais de diffusion de la recherche — faisant une large place à l'histoire des sciences (en plus d'articles contemporains, elle se propose de faire appel à des textes de revues des siècles passés), elle voudrait créer un lien entre les différents acteurs de la vie scientifique, prise au sens large.

Renseignements : Jonas éditeur, Elbeuf-sur-Andelle, 76780 Argueil. Tél. : 35.23.67.78.

■ LES ÉDITIONS DE LA PHONOTHÈQUE NATIONALE

La Bibliothèque nationale, sous le label « Archives sonores de la Phonothèque nationale » a entrepris, depuis 1985, une politique de rééditions de ses fonds sonores les plus prestigieux. Anniversaires, commémorations d'événements historiques et culturels servent de « prétextes » à ces publications qui abordent les domaines les plus variés : opéra, jazz, parole, musique traditionnelle... et reflètent la diversité des collections de ce département. Ces rééditions sont réalisées exclusivement à partir des enregistrements de la Phonothèque nationale. Elles bénéficient parfois du concours d'institutions intéressées par le thème retenu. Sont déjà parus en disque compact ou en cassette, accompagné d'un livret : « Légendaire Traviata », « 25 ter, route des gardes : interview de Louis-Ferdinand-Céline, 17 juin 1959 », « chansons de stars », « le chant français retrouvé : de Lully à Debussy », publié avec le concours de la fondation France Télécom, auquel Jacques Chirac a remis, le 15 février 1988, le laser d'or de l'académie du disque français. Doivent paraître d'ici la fin de l'année « Delaunay's jazz : hommage à Charles Delaunay » et « Musique arabe savante et populaire : congrès du Caire 1932 ».

Renseignements : Phonothèque nationale, Dominique Villemot, 58, rue de Richelieu, 75084 Paris cedex 02. Tél. : 47.03.88.10.

■ LA BASE ARCHITECTURE

L'Inventaire général a dressé une estimation des temps de connexion en conversationnel à sa base Architecture pour l'année 1987. Celle-ci laisse apparaître une nette progression des interrogations par rapport à l'année 1986, année perturbée par le déménagement du Centre de calcul de la rue de la Banque au Fort de Saint-Cyr. Cette évolution poursuit une tendance notable

depuis 1984 puisque les interrogations de la base Architecture ont plus que doublé entre 1984 et 1988, passant de 299 heures à 755 heures par an. Cette évolution s'explique par plusieurs facteurs : une meilleure intégration de cet outil dans les travaux de l'Inventaire reflétant la priorité faite à l'archivage ; l'ouverture de centres de documentation tournés vers l'extérieur ; un effort soutenu de formation des équipes ; une progression des équipements en terminaux (18 régions équipées en 1987 contre 11 en 1984). Cependant, il convient de noter que la progression de 1987 tient plus à l'extension du dispositif à de nouvelles régions qu'à une progression dans les régions déjà dotées, à l'exception de celles ayant inauguré un centre de documentation. Dans ces dernières, on constate une stabilisation voire un tassement des interrogations qui s'explique par des difficultés d'alimentation de la base Architecture au cours de l'année 1987. Ces constatations ne peuvent que laisser espérer de nouvelles progressions en 1988, grâce : à la couverture complète du territoire en moyens d'interrogation à distance — il ne reste plus que 3 régions à équiper ; à la reprise de l'enrichissement de la base et au démarrage de la base Objet ; à la poursuite de l'ouverture dans les Directions régionales des affaires culturelles de centres régionaux de documentation du patrimoine.

Renseignements : Inventaire général, M. Toche, Hôtel de Vigny, 22, rue du Parc Royal, 75003 Paris. Tél. : 42.71.22.02, poste 360.

■ ÉVALUATION DE LA POLITIQUE CULTURELLE DE LA FRANCE

Le Conseil de l'Europe a engagé un programme européen d'évaluation des politiques culturelles, construit à l'image de ceux que l'OCDE réalise depuis 15 ans en matière d'économie, de recherche et d'éducation, travaux dont la méthodologie a inspiré celle qui a été adoptée pour la culture. La France est le premier pays à s'être porté volontaire pour cet exercice qui s'est déroulé sur la période 1986-1987. Le rapport issu de cette démarche vient de paraître à la Documentation française sous le titre « la politique culturelle de la France » (396 p., 95 F). Cette évaluation internationale établit — pour la première fois, depuis 30 ans qu'existe un ministère de la Culture — un panorama de ses objectifs dans les domaines de la décentralisation, de la création et de la démocratisation ainsi que des moyens qu'il a mis en œuvre, et des résultats obtenus, là où ils sont mesurables. C'est aussi la première fois, dans le domaine culturel, qu'un pays soumet sa politique à des experts étrangers et accepte de répondre sans réserve à toutes leurs questions. Les avantages attendus de ce programme sont multiples : permettre aux États qui se prêtent à l'expérience de mieux se connaître eux-mêmes et, par voie de conséquence, de mieux se gouverner ; ouvrir des horizons aux autres pays, grâce aux informations ainsi publiées sur les politiques culturelles des divers gouvernements, sur les moyens qu'ils y affectent, sur les pratiques et innovations qui peuvent en résulter, sur les échecs, les réussites et leurs causes. Le programme doit favoriser la mise au point d'instruments de mesure communs facilitant la comparaison internationale des politiques culturelles et de leurs effets, dans un contexte historique où les enjeux culturels n'ont jamais paru avec autant d'évidence, imbriqués aux défis économiques mondiaux comme à l'idéal démocratique.

Renseignements : Ministère de la Culture et de la Communication, Département des études et de la prospective, 2, rue Jean Lantier, 75001 Paris. Tél. : 42.33.99.84.

■ INAUGURATION DE LA BIBLIOTHÈQUE ET DES ARCHIVES DE LA DIRECTION DU PATRIMOINE

La nouvelle installation de la bibliothèque et des archives de la Direction du patrimoine a été inaugurée le 17 mars à l'hôtel de Croisilles. Les travaux de réaménagement du bâtiment, qui ont

duré deux ans, permettent de réunir et de mettre à la disposition du public, sur une superficie de 1 645 m², l'ensemble de la documentation de la bibliothèque de la Direction du patrimoine rassemblée depuis la monarchie de Juillet, soit 98 000 photographies, 65 000 plans et documents graphiques, des rayons de plus d'1 km de livres et 2 kms d'archives. Jouxant l'hôtel de Vigny qui abrite l'Inventaire général, la bibliothèque communique désormais directement avec les fichiers informatisés de cet autre service de la Direction du patrimoine. Les deux hôtels ainsi réunis constituent, au cœur du Marais, un ensemble de documentation unique et indispensable aux historiens, archéologues, architectes et à tous ceux qui se préoccupent de l'avenir des monuments. L'hôtel de Croisilles accueillera également les bureaux des inspecteurs des monuments historiques et abritera la Commission supérieure des monuments historiques. Enfin, les collections de la Direction du patrimoine, grâce à ces nouveaux espaces, pourront accueillir les donations que proposent architectes et archéologues et couvrir ainsi de façon large le champ des nouveaux patrimoines.

Renseignements : Bibliothèque de la Direction du patrimoine, Hôtel de Croisilles, 12, rue du Parc Royal, 75003 Paris. Tél. : 42.71.22.02. Ouverte de 10 à 18 h du lundi au vendredi. Réservée aux personnes justifiant d'une recherche particulière.

■ R2 RECHERCHE

L'Université Rennes 2 vient de lancer une publication de 14 pages « R2 Recherche ». Tiré à 4 000 exemplaires, avec une parution bi-annuelle, résultat d'un travail commun du bureau de presse et du conseil scientifique de l'Université, ce bulletin est destiné aux chercheurs et aux décideurs économiques. Il présente l'actualité de la recherche menée au sein de cette université : celle-ci a, en effet, considérablement évolué suite à l'élargissement des compétences, du fait des nouvelles disciplines enseignées ; à la structuration des équipes de recherche ; à la mise en place d'une programmation pluri-annuelle et au développement de la recherche contractuelle. C'est de cet ensemble que le « R2 Recherche » souhaite se faire l'écho aussi précis que possible. Chaque numéro comportera un dossier sur une discipline ou un groupe de disciplines — le n° 0 est consacré à la sociologie, le n° 1 traitera de l'histoire — un ensemble d'informations relatives aux travaux et projets des équipes, des annonces et des comptes rendus de colloques. Enfin, seront présentées les activités et publications individuelles.

Renseignements : Université Rennes 2 — Haute Bretagne, Thérèse Ollivier, bureau de presse, 6, av. Gaston Berger, 35043 Rennes cedex. Tél. : 99.54.99.55.

■ UNE REVUE SUR LA CONSERVATION ET LA RESTAURATION

Les éditions techniques EREC, fondées en 1965, ont publié de nombreux ouvrages sur les sciences et les technologies dans les industries de dispersion (peintures, vernis, résines, solvants...) et sur la restauration du patrimoine. Elles viennent de lancer une revue intitulée « Science et technologie de la conservation et de la restauration des œuvres d'art et du patrimoine » (STCR) dont le n° 1 est paru en juin. Cette revue privée a été conçue avec l'aide de nombreux spécialistes du ministère de la Culture et de la Communication — Jack Lang a d'ailleurs préfacé le n° 1. Son comité de rédaction réunit notamment Ségolène Bergeon, chef du service de restauration des peintures des musées nationaux, Michel Colardelle, chef du service de restauration des musées classés et contrôlés, Catherine de Maupeou, directrice du Laboratoire de recherche des monuments historiques. Cette luxueuse revue, largement illustrée, propose un panorama des activités scientifiques et techniques liées à la restauration et à la conservation en France et à l'étranger. Plusieurs rubriques la structurent : un dossier sur un artiste ou un thème — le n° 1 est consacré à Fragonard, le n° 2 s'intéressera au vitrail — des comptes rendus de restauration, des réflexions sur des œuvres restaurées (la restauration de la chapelle Sixtine est-elle une résurrection ou une trahison ? s'interroge J. Mené dans le n° 1), des références bibliographiques. Cette revue paraîtra 2 fois par an. L'abonnement s'élève à 260 F.

Renseignements : Editions EREC, Annick Chauvel, rédactrice en chef de STCR, 68, rue Jean Jaurès, 92800 Puteaux. Tél. : 47.73.01.23.

■ LES RECHERCHES SUR L'ENTREPRISE

Le Centre coopératif de recherche et de diffusion en anthropologie (CCRDA) a créé avec le soutien du ministère de la Culture et de la Communication, du ministère de la Recherche, du Commissariat général au Plan et du CNRS — UA 04 10 20 : Croissance et développement, un modèle régional — une unité documentaire des recherches sur l'entreprise. Une base de données en histoire de l'entreprise, portant sur la France (publications de 1945 à 1987), la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie et le Japon (publications de 1980 à 1987) est d'ores et déjà constituée. La consultation en est possible à partir de demandes portant sur les auteurs, les secteurs d'activités, les thèmes, l'époque étudiée et les noms d'entreprise.

Renseignements : Maison des sciences de l'homme, Centre coopératif de recherche et de diffusion en anthropologie, Jean-Luc Lory, 54, bd Raspail, 75270 Paris cedex 06.

A L I R E

HISTOIRE DE L'ART

■ **Histoire de l'art**, dont le n° 1/2 vient de paraître, est une revue publiée par l'Institut national d'histoire de l'art avec la collaboration de l'Association des professeurs d'archéologie et d'histoire de l'art des universités. Au rythme de quatre numéros par an — organisés autour d'un thème, le n° 1 porte sur l'architecture — cette revue d'information consacrée à la recherche française en histoire de l'art et archéologie est ouverte aux jeunes chercheurs qui peuvent y faire connaître leurs travaux sous forme d'articles. Par ailleurs, « Histoire de l'art » publiera chaque année la liste

des travaux soutenus et des thèses en cours dans les établissements français d'enseignement supérieur et de recherche. Abonnement d'1 an : 190 F. Prix du n° : 60 F. Rédaction : Valérie Thouard, I.N.H.A., 5, rue de la Comète, 75007 Paris.

■ **L'âne à la lyre : sottisier d'iconographie médiévale** par François Garnier. Paris, le Léopard d'or, 8, rue du Couëdic, 75014 Paris. 204 p. 135 F. L'auteur s'emploie à démasquer les erreurs d'interprétation des images du Moyen-âge à travers plus d'une centaine de publications, manuels scolaires et périodiques notamment.

SCIENCES DE L'HOMME

■ **Catalogue des revues de psychologie**. Ce catalogue thématique des publications périodiques de psychologie et disciplines connexes (psychiatrie, psychanalyse, linguistique, sciences de l'éducation, sociologie) recense 1 240 titres de revues provenant du monde entier, de la recherche fondamentale comme des milieux de praticiens. 80 F. Centre de documentation en sciences humaines, service des abonnements, 54, bd Raspail, BP 140, 75260 Paris cedex 06. Tél. : 45.44.38.49.

■ **Méthodologie de l'évaluation : critères et indications pour l'évaluation d'un établisse-**

ment d'enseignement supérieur est le thème du bulletin du Comité national d'évaluation des universités, n° 6, mai 1988, 4 p. C.N.E., 173, bd St Germain, 75006 Paris. Tél. : 45.39.25.75.

ARCHÉOLOGIE

■ **La céramique médiévale et post-médiévale dans le Nord de la France**. La céramique médiévale et post-médiévale du Nord de la France découverte à l'extérieur de cette région. Actes du colloque international des 26 et 27 mars 1988 sur la céramique organisé par le groupe de recherche et d'étude sur la céramique. 400 p. 200 F (+ 20 F de port). Renseignements et com-

mandes : CRADC, B.P. 6, 62601 Berck-sur-mer cedex.

■ **Lampes céramiques signées : définition critique d'ateliers du Haut-Empire** par Jacqueline Bonnet. Documents d'archéologie française ; n° 13, 230 p., 82 ill. Prix de lancement jusqu'au 31.12.88 : 185 F, ensuite 215 F. Diffusion C.I.D. 131, bd St Michel, 75005 Paris. Tél. : 43.54.47.15.

MUSÉE

■ **AGLAE**, l'Accélérateur Grand Louvre d'Analyse Élémentaire a fait l'objet d'un n° spécial de 8 pages, en avril 1988, de la lettre d'information des musées de France. Diffusion gratuite et renseignements : Laboratoire de recherche des musées de France, Juliette Hours, 6, quai des Tuileries, 75041 Paris cedex 01. Tél. : 42.60.39.26.

ÉCONOMIE DE LA CULTURE

■ **Économie et culture : culture en devenir et volonté publique.** T. 2 des actes de la deuxième conférence internationale sur l'économie de la culture, Avignon, 12-14 mai 1986, organisée par le Département des études et de la prospective du ministère de la Culture et de

la Communication. La Documentation française, 1988, 264 p. 130 F.

PRATIQUES CULTURELLES

■ **Les publics du théâtre : fréquentation et image du théâtre** par Jean-Michel Guy du Département des études et de la prospective et Lucien Miromer de la société ARMC. Résultats d'une enquête par sondage réalisée auprès d'un échantillon de 8 000 Français âgés de 15 ans et plus dont 1 000 spectateurs du théâtre. La Documentation française, 1988, 240 p. 135 F.

LES DOCUMENTS D'ARCHÉOLOGIE FRANÇAISE

Une collection de monographies scientifiques

La Maison des sciences de l'homme édite depuis 1985 la collection des Documents d'archéologie française (DAF) publiée avec le concours du ministère de la Culture et de la Communication (Direction du patrimoine, sous-direction de l'archéologie) et du CNRS. Le secrétariat de rédaction de cette collection est assurée par la Sous-direction de l'archéologie, 4, rue d'Aboukir, 75002 Paris, par Christine Richet. Tél. : 40.15.80.16 et Dominique Jourdy. Tél. : 40.15.80.94. La collection est diffusée par le Centre interinstitutionnel de diffusion (C.I.D.) 131, bd St Michel, 75005 Paris. Tél. : 43.54.47.15.

Les objectifs des D.A.F. : associer étroitement dans une même politique éditoriale le ministère de la Culture et de la Communication, le CNRS et le ministère de l'Éducation nationale (Direction de la recherche) avec le soutien éventuel des collectivités locales ; publier rapidement des travaux universitaires (thèses, maîtrises), des monographies de fouilles élaborées, des actes de colloques, des ouvrages méthodologiques, concernant tous les domaines de la recherche archéologique actuelle sur le territoire national et difficilement publiables jusque là, par manque de supports ; proposer des prix de vente modérés qui rendent les ouvrages accessibles à l'ensemble des archéologues tout en offrant une qualité supérieure aux British Archeological Reports, modèle initial de la collection ; atteindre à moyen terme l'autofinancement des opérations de fabrication et de diffusion. On peut considérer que les trois premiers objectifs sont atteints. Le dernier le sera prochainement, en particulier grâce au recours systématique à la micro-édition depuis 1987 et à un rythme de publication soutenu.

Ses structures : les trois organismes financent à part égale ; l'éditeur (au sens juridique, la cellule technique des DAF étant indépendante) est la Fondation de la Maison des sciences de l'homme ; le diffuseur est le Centre interinstitutionnel de diffusion. Un comité technique national réunit régulièrement les différents partenaires. Une convention entre les trois organismes, avec avenant financier, précise ces différents points.

La politique éditoriale : la collecte des manuscrits est confiée à cinq comités interrégionaux associant des chercheurs représentatifs des diverses institutions et régions. Le comité national se réunit chaque année et établit la liste des ouvrages à paraître, en s'attachant à maintenir un équilibre entre les différentes périodes chronologiques. Les comités ont également pour tâche de susciter des manuscrits sur des thèmes de portée générale (ayant trait en particulier à la méthodologie) nécessaires à la recherche actuelle.

Les ventes. Entre 40 et 50 % du tirage sont vendus dans l'année qui suit la parution. Les 50 à 60 % restants sont écoulés en cours des 4 années suivantes. Ces chiffres, très satisfaisants, témoignent du bon accueil réservé par les archéologues à ces ouvrages qui semblent parfaitement répondre à leur attente.

Ouvrages parus :

- DAF 1** : Les installations du quotidien. Structures domestiques en Languedoc du Mésoolithique à l'âge du Bronze d'après l'étude des abris de Font Juvénal et du Roc-de-Dourgne dans l'Aude, par Jean Gasco. 1985, 140 p. 120 F.
DAF 2 : Architectures de terre et de bois. L'habitat privé des provinces occidentales du monde romain. Antécédents et prolongements : Protohistoire, Moyen-Age et quelques expériences contemporaines, sous la direction de Jacques Lasfargues. 1985, 192 p. 150 F.
DAF 3 : La prospection archéologique. Paysage et peuplement. Actes de la table ronde des 14 et 15 mai 1982, Paris, sous la direction d'Alain Ferdière et d'Elisabeth Zadora Rio. 1986, 200 p. 160 F.
DAF 4 : La Civilisation des Champs d'urnes. Etude critique dans le Bassin parisien, par Patrice Brun. 1986, 172 p. 130 F.
DAF 5 : Les maisons gallo-romaines d'Ambrussum (Villetelle, Hérault). Les fouilles du secteur IV, 1976-1980, par Jean-Luc Fiches. 1986, 140 p. 135 F.
DAF 6 : La terre sigillée gallo-romaine. Lieux de production du Haut-Empire : implantation, produits, relations, sous la direction de Colette Bémont et de Jean-Paul Jacob. 1986, 256 p. 180 F.
DAF 7 : Les ateliers médiévaux de poterie grise dans l'Uzège et le Bas-Rhône. Premières recherches de terrain, par Jacques Thiriot. 1987, 148 p. 165 F.
DAF 8 : La préparation des publications archéologiques. Réflexion, méthodes et conseils pratiques, par Jean Prodhomme. 1987, 186 p. 195 F.
DAF 9 : Le relevé des œuvres pariétales paléolithiques. Enregistrement et traitement des données, par Norbert Aujoulat. 1987, 140 p. 190 F.
DAF 10 : La peinture murale antique. Restitution et iconographie. Actes du IX^e séminaire de l'A.F.P.M.A. Paris, 27-28 avril 1985, sous la direction d'Alix Barbet. 1987, 97 p. 158 F.
DAF 11 : Le site chasséen de Canneville. Etude du matériel lithique et céramique, par Danièle Hamard. 1987, 172 p. 164 F.
DAF 12 : Les fours de tuiliers gallo-romains. Méthodologie : étude technologique, typologique et statistique ; chronologie, par Françoise Le Ny. 1987, 148 p. 148 F (jusqu'au 31.08.88 puis 168 F).
DAF 13 : Lampes céramiques signées : définition critique d'ateliers du Haut-Empire, par Jacqueline Bonnet. 1988, 230 p. 185 F, prix de lancement jusqu'au 31.12.1988 puis 215 F.

A paraître :

- DAF 14** : L'habitat gaulois de Feurs (Loire) ; fouilles récentes (1978-1981), par Michel Vaginay, Vincent Guichard et collab.
DAF 15 : L'homme et le milieu végétal ; analyse anthracologique de six gisements des Préalpes au Tardif et au Postglaciaire, par Stéphanie Thiébaud.
DAF 16 : Le filon St-Louis au Neuenberg ; caractères et évolution dynamique d'une exploitation minière de la seconde moitié du XVI^e siècle, par Bruno Ancel et Pierre Fluck.
DAF 17 : Sépultures et coutumes funéraires en Armorique romaine, par Patrick Galliou.

INFORMATIQUE

■ **Bases**, le mensuel qui en dit plus sur les bases de données. Ce bulletin de 12 pages qui paraîtra 11 fois par an, présentera un agenda des principales manifestations en France et à l'étranger, des références bibliographiques, des actualités sur l'informatique, les nouvelles technologies..., des nouvelles des groupes d'utilisateurs et des associations professionnelles. Renseignements : Bases publications, 27, rue de la Vistule, 75013 Paris. Tél. : 45.82.75.75.

■ **Informatique et Grèce antique** sont les thèmes de 2 articles parus dans le n° 5 d'avril 1988 de « Lire/US », lettre d'information sur la recherche et l'enseignement supérieur aux États-Unis. Sont présentés un programme de recherche sur les inscriptions dyonisiaques de Grèce et d'Asie mineure mené par l'Université d'Illinois à Chicago et le projet Persée, expérience unique d'enseignement et de recherche sur la civilisation de la Grèce antique conduite par les universités d'Harvard et Boston.

Renseignements : Lire/US, service culturel de l'Ambassade de France, Michel Aubry, 4101 Reservoir road, NW Washington DC, 20007-2178. Tél. : (202) 944-6029.

RECHERCHE

■ **Fiches analytiques de la recherche urbaine en France 1985-1986** par le Centre de documentation sur l'urbanisme du Service technique de l'urbanisme. Cette 12^e édition des fiches analytiques de la recherche urbaine comporte des informations sur 182 contrats ; chaque recherche fait l'objet d'une fiche individuelle, indiquant notamment le nom de l'auteur, la durée et l'objet des travaux. 121 p. 150 F. En vente au Service technique de l'urbanisme, bureau de vente, 64, rue de la Fédération, 75015 Paris. Tél. : 45.67.35.36. Renseignements auprès du Centre de documentation sur l'urbanisme, Anita Lefort. Tél. : 45.67.35.36, poste 359.

Directeur de la publication : Francis Beck. Rédaction : Isabelle Cabillic. Mission de la recherche et de la technologie, ministère de la Culture et de la Communication, 2, rue Jean Lantier, 75001 Paris. Tél. : (1) 42.33.99.84. Imprimerie du ministère de la Culture et de la Communication. Numéro de commission paritaire : 129 AD. ISSN 0765-5991.